L'extrême droite européenne tire profit du terrorisme sur le plan politique

Par Guillermo Alvarado

Les attaques terroristes et attentats perpétrés ces derniers temps dans des villes européennes comme les françaises Nice ou Rouen et les Allemandes Wüzburf, Munich, Reutlingen et Ansbach, sont devenus le prétexte brandi par des organisations d'extrême droite dans ce continent pour renforcer leur propagande xénophobe et anti immigrants.

En France, à l'approche de la saison électorale en vue des présidentielles et législatives de 2017, le Front National, organisation d'extrême droite dirigée par Marine Le Pen, profite de la confusion, de la peur et de la souffrance provoqués par le massacre de Nice, où un homme armé a foncé son camion contre la foule rassemblée pour les feux d'artifices du 14 juillet, tuant 84 personnes. L'État Islamique a revendiqué cet attentat.

Peu de jours après, dans une église de Rouen, deux terroristes ont égorgé un prêtre.

Marine Le Pen accuse le gouvernement de François Hollande d'inefficace, mais elle insiste surtout sur la quantité d'immigrants professant la religion musulmane qui habitent ce pays.

L'extrême droite allemande rend, elle aussi responsable le gouvernement de la chancelière Angela Merkel, de l'actuelle situation, créée par les attentats de la semaine dernière dans ce pays à cause de sa politique d'ouverture et l'accueil de réfugiés.

L'Alternative pour l'Allemagne, un groupe d'extrême droite qui se fait une place dans le panorama politique de ce pays, essaie de gagner des adeptes en lançant une croisade contre des jeunes d'origine afghane ou syrienne, en prétendant qu'ils veulent tous rejoindre l'État Islamique. Elle dénature la réalité pour essayer de confondre l'opinion.

« La terreur est de retour. Quand Mme Merkel va-t-elle fermer les frontières »- a déclaré l'Alternative pour l'Allemagne, sans prendre en compte le fait que l'auteur de l'attentat de Munich était un citoyen allemand, admirateur d'Adolph Hitler et que 8 sur les 9 victimes de ce crime étaient des adolescents immigrants.

La Pologne, la Slovaquie, la République Tchèque et la Hongrie, membres tous du groupe Visegrade, du nom de la ville bozniaque où il a été créé, refusent d'accueillir des réfugiés, en vertu du quota fixé par l'Union Européenne, en avançant comme prétexte la question du terrorisme.

En Hongrie le 2 octobre un référendum sera organisé. Les électeurs devront répondre à cette question, sans aucun doute, tendancieuse : Voulez-vous que l'Union Européenne décide, sans le consentement du Parlement, de la résidence en Hongrie des citoyens qui ne sont pas hongrois?»

La consultation est convoquée par le premier ministre, Viktor Orban, homme politique de droite, qui a fait inscrire parmi les slogans de sa campagne celui-ci : Saviez-vous que les attentats de Paris ont été commis par les réfugiés ? Ce qui est d'ailleurs un mensonge total.

Comme vous avez pu constater l'extrême droite n'a pas de limites dans sa tentative de renforcer ses positions en Europe, elle fait appel au mensonge et aux pires sentiments que peut avoir l'être humain, comme la haine et la xénophobie.

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/101630-lextreme-droite-europeenne-tire-profit-du-terrorisme-sur-le-plan-politique

Radio Habana Cuba